

*PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE*

*RÉPUBLIQUE DE  
CÔTE D'IVOIRE*

-----  
*Union-Discipline-Travail*  
-----

**CONFERENCE MONDIALE SUR LE CACAO**

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR  
ALASSANE OUATTARA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE**

**Mardi 20 novembre 2012**

Monsieur le Premier Ministre Raymond N'dong-Sima, Représentant S.E.M Ali Bongo-Ondimba, Président de la République Gabonaise, Monsieur le Ministre de l'Agriculture du Cameroun, Représentant S.E.M Paul Biya, Président de la République du Cameroun, Monsieur le Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire, Messieurs les Présidents des Institutions de la République, Mesdames et Messieurs les Ministres, Monsieur le Directeur Exécutif de l'Organisation Internationale du Cacao, Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique, Mesdames et Messieurs de la grande famille du Cacao, Chers parents producteurs, Honorables invités, Mesdames et Messieurs ;

Je voudrais vous souhaiter, au nom du Gouvernement et du peuple ivoiriens et en mon nom propre, la bienvenue à Abidjan à l'occasion de la Première Conférence Mondiale sur le Cacao, initiée par l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO). La Côte d'Ivoire est heureuse et honorée de vous accueillir.

Je voudrais saluer la présence du Premier Ministre N'dong-Sima, représentant mon frère le Président Ali Bongo-Odimba. Je vous prie, Monsieur le Premier Ministre, de bien vouloir transmettre à mon ami et cher frère, nos sincères remerciements pour sa sollicitude.

Mes remerciements vont aussi à l'endroit des représentants des pays amis et frères du Togo, du Ghana, du Cameroun et de l'Équateur qui ont bien voulu répondre à notre invitation.

Votre présence à tous rehausse la présente Conférence mondiale sur le cacao

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

La Côte d'Ivoire est heureuse d'abriter la première conférence mondiale sur le cacao dont l'objectif est de définir la «feuille de route pour une économie cacaoyère durable, à l'horizon 2022».

Comme vous le savez, notre pays sort d'une crise qui a perturbé ce secteur pendant la dernière décennie.

Cette crise n'a certes pas entraîné une absence de la Côte d'Ivoire des débats et initiatives en vue de créer les conditions d'une économie mondiale durable du cacao. Mais elle a fortement réduit l'impact qui doit découler de l'exercice de la responsabilité de leader mondial de la production sur lesdites actions.

Aujourd'hui, nous poursuivons le travail de normalisation de la situation de notre pays. Les résultats obtenus, notamment sur le plan sécuritaire, nous confortent chaque jour davantage.

Ainsi, le retour prochain de la Banque Africaine de Développement à Abidjan, son siège statutaire, est désormais une réalité. Dans la même veine, je formule l'espoir, de faire d'Abidjan, avec votre soutien à tous, le siège effectif de l'ICCO.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

En cette période de crise économique mondiale, l'Afrique, s'affirme de plus en plus en matière de croissance.

Les dirigeants africains que nous sommes, avons l'obligation vis-à-vis de nos populations, et surtout des générations futures, de conforter cette réalité nouvelle dans l'économie mondiale.

Au regard des potentialités de la Côte d'Ivoire, j'ai pris l'engagement d'en faire, un pays émergent à l'horizon 2020.

La réalisation de cet objectif requiert la mise en œuvre coordonnée d'une série de mesures touchant l'ensemble des secteurs de notre économie, notamment le secteur agricole.

Ce secteur, après la période glorieuse des années 1970, est rentré en crise du fait de la chute des cours des matières premières. Cette crise a mis en évidence les limites de notre modèle de développement agricole.

Depuis, le secteur agricole n'avait plus bénéficié d'investissements à la mesure de son importance. Notre ambition est donc de relancer ce secteur par le retour à l'investissement, notamment par le secteur privé, et par des réformes en vue d'en améliorer la gouvernance.

Pour ce faire, nous avons adopté un Programme National d'Investissement Agricole qui est le volet agricole de notre Plan National de Développement (P.N.D) 2012-2015. Pour le financement de ce plan, un Groupe Consultatif sur la Côte d'Ivoire se tiendra les 4 et 5 décembre prochains à Paris, sous l'égide de la Banque Mondiale.

La filière Café Cacao occupe une place de choix dans ce Programme National d'Investissement Agricole car plus que 15% du PIB est tributaire de la «bonne santé» de l'économie cacaoyère et 1/3 de la population ivoirienne vit directement ou indirectement du cacao.

Ainsi, nous avons conduit une réforme de la filière café cacao tant au niveau de la gouvernance que du système de production et de commercialisation.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Une telle réforme pour produire tous les effets attendus, doit s'inscrire dans une dynamique mondiale. C'est pourquoi, je voudrais à présent partager avec vous ma vision d'une économie cacaoyère durable.

Les défis majeurs auxquels nous sommes confrontés sont ceux de la consommation, qui appelle une transformation durable, elle-même, fondée sur une production durable du cacao.

L'adaptation continue des produits aux exigences du consommateur des marchés dits matures et l'offre de nouveaux produits apporteront un début de solution au défi de la consommation durable. Ce défi ne sera relevé que lorsque la base des populations consommatrices des produits issus du cacao, aura été élargie de façon effective et durable.

L'avenir démographique du monde se situe donc chez ceux qui ne consomment pas encore suffisamment de produits issus du cacao. Je veux parler des pays émergents en général, et surtout, de l'Afrique qui assure 70% de l'offre mondiale. C'est pourquoi, je souhaite que cette conférence, propose des pistes en vue de créer la dynamique d'un élargissement de la base des consommateurs.

L'accroissement de la demande mondiale de cacao sera la résultante de la stimulation de l'utilisation des produits industriels pour satisfaire des besoins alimentaires, cosmétiques et paramédicaux.

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

La consommation durable ne saurait être assurée sans une Transformation durable.

A cet égard, l'industriel, véritable interface entre le producteur du cacao et le consommateur final, se doit de répondre à toutes les exigences en matière de sécurité alimentaire et environnementale.

Dans les pays producteurs, la transformation se résume généralement à l'extraction de la masse, du beurre ou de la poudre.

Cette première transformation industrielle locale concourt, sans aucun doute, à la modernisation de nos économies. Cependant, j'encourage les pays producteurs à aller encore plus loin dans le processus de transformation.

L'accroissement de la valeur ajoutée du cacao contribuera à améliorer les conditions

de vie et de travail du producteur.

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

La production durable constitue quant à elle la troisième dimension qui permettra de réaliser l'économie durable du cacao. Elle est assurément, celle qui suscite le plus l'intérêt des participants à cette conférence.

La première composante de l'équation « production durable », porte sur le maintien de l'intérêt du producteur pour la culture du cacao.

La production du cacao exige l'existence d'opérateurs économiques qui trouvent un intérêt suffisant à exercer leur métier.

La Côte d'Ivoire a, pour sa part, assumé sa responsabilité de premier contributeur à l'offre mondiale de cacao, à travers une politique de rémunération suffisante et prévisible au producteur. Le pouvoir d'achat qu'offrait ce revenu au producteur lui procurait une vie décente et lui permettait d'assurer la scolarisation de ses enfants et le bien être de sa famille.

Le producteur trouvait en effet, un intérêt à agir en faveur de la culture du cacao. Cet intérêt a été perdu après la réforme de 2000, qui a supprimé la prévisibilité des revenus aux producteurs.

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Conscient de cette exigence, la Côte d'Ivoire, se devait d'agir promptement pour maintenir l'intérêt du producteur pour la cacao culture. La récente réforme de la filière ivoirienne est un début de réponse à cette exigence.

Nous devons tous travailler à assurer un prix convenable au producteur. Cela créera la continuité de l'approvisionnement du marché en fèves de qualité.

La seconde déclinaison du défi de la production durable concerne la modernisation de la production du cacao pour la préservation de notre planète.

Les nombreux sommets de Chefs d'Etats et de gouvernements consacrés au réchauffement climatique traduisent l'urgence à agir. C'est donc à juste titre que les consommateurs, conscients de cette exigence de préservation de l'humanité, font des questions écologiques, un point central de la certification.

Il est indéniable que la culture du cacao a fortement entamé notre massif forestier. Elle ne peut donc plus continuer de se faire selon les pratiques et les méthodes traditionnelles. Avec une agriculture intensive plus efficiente, nous pourrions concilier la préservation de l'environnement, c'est-à-dire, notre nécessaire contribution au maintien d'une planète meilleure pour nos enfants, avec une production agricole riche et diversifiée, permettant d'apporter une réponse au défi de la sécurité alimentaire.

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

La troisième et dernière déclinaison du défi de la production durable concerne l'assurance à donner au marché quant à la conformité du cacao produit.

La certification est l'instrument dédié à cette assurance. La construction d'une économie durable commande que l'approche de certification soit globale, c'est-à-dire multi composantes. C'est pourquoi, je vous invite à travailler urgemment à la fixation de normes standards minima qui tiennent compte à la fois, des exigences des consommateurs et des réalités et spécificités des pays producteurs. Il nous faudra ensuite nous fixer des objectifs à atteindre en termes de quantités de cacao certifié.

Enfin, j'ai noté avec intérêt qu'un panel de vos assises est dédié à la lutte contre le travail des enfants. Je voudrais saisir cette opportunité pour saluer les progrès réalisés en la matière par les pays producteurs.

C'est le lieu de féliciter et d'encourager la Première Dame de Côte d'Ivoire, Madame Dominique Ouattara, Présidente du Comité de Surveillance pour son engagement pour cette cause.

Je félicite également le Président du Comité de pilotage, le Ministre d'Etat Monsieur Gilbert Koné Kafana, pour l'efficacité de son action.

Je voudrais remercier la « World Cocoa Foundation » et tous les autres partenaires pour l'appui qu'ils apportent aux structures nationales pour la lutte contre le travail des enfants.

Je souhaite vivement que votre conférence continue de soutenir notre action dans ce domaine.

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Les défis liés à la construction d'une économie cacaoyère durable sont énormes. Pour les relever, il faut des moyens conséquents. Le secteur privé tout seul ne peut y parvenir. Il en est de même pour les Etats qui sont confrontés, par ailleurs, à des défis divers relevant de leurs responsabilités régaliennes.

Je vous invite donc à réfléchir à la construction d'un partenariat public privé gagnant/gagnant en vue de la coordination des initiatives et l'optimisation des ressources. C'est l'option que nous avons retenue dans le cadre de la réforme mise en œuvre en Côte d'Ivoire.

Pour ma part, je prends l'engagement d'approcher mes pairs, Chefs d'Etats de pays producteurs, sur les actions communes que vos assises auront identifiées pour une production durable du cacao.

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Le mécanisme de financement du projet de construction de l'économie cacaoyère durable doit être adapté à l'ampleur des besoins et à la particularité de cette industrie. C'est pourquoi, je remercie les membres du secteur privé qui ont des intentions d'investissements dans la filière cacao dans notre pays. Je les exhorte à orienter davantage leurs

investissements au niveau des conditions de vie et de travail des producteurs.

Pour notre part, et afin d'encourager le producteur à poursuivre la culture du cacao, la réforme a pris les deux actes suivants : Garantir au producteur, un prix minimum par campagne correspondant à 60% du prix CAF, et contenir la fiscalité et la parafiscalité dans une proportion maximale de 22%, celle-ci étant de 18% pour la campagne en cours. Vu le poids du cacao dans notre économie et sa contribution au budget national, il s'agit là d'un sacrifice important consenti en faveur de la communauté cacaoyère.

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Tout en souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouverte la première Conférence mondiale sur le Cacao.

Je vous remercie.